

Les problématiques de la mémoire et l'histoire du mouvement ouvrier

Autor(en): **Heimberg, Charles**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **14 (1998)**

PDF erstellt am: **17.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520247>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LES PROBLÉMATIQUES DE LA MÉMOIRE ET L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

Charles HEIMBERG

«[...] Votre rapport à l'histoire est-il indissociablement lié à la mémoire ?

- Oui et non. Oui, dans la mesure où c'est parce que la mémoire m'a marqué que j'ai décidé de devenir historien; non, parce que l'histoire n'est pas la mémoire. La mémoire est une construction, l'histoire est une reconstruction qui se fait en partie avec la mémoire, mais dans une large mesure contre elle. [...]

Pierre Vidal-Naquet¹

La question de la mémoire et de ses multiples expressions est au cœur des usages publics de l'histoire², et elle est désormais devenue l'un des objets de réflexion privilégiés des historiens³. Mais les liens entre l'histoire et la mémoire sont sans doute plus compliqués à définir qu'on pourrait le croire de prime abord. C'est même un domaine qui cache parfois de graves enjeux de société derrière d'apparentes banalités, qui mobilise donc pleinement cette « *responsabilité sociale* »⁴ de l'historien à laquelle il ne devrait pas échapper dans la société complexe et contrastée de cette fin de siècle.

Les travaux de Maurice Halbwachs sur la mémoire collective⁵ ont montré d'une manière magistrale que celle-ci dépendait du contexte social de son élaboration commune, qu'elle était une construction qui résultait d'un processus particulier. Ce principe de départ nous permet de mieux comprendre en quoi

1. «Europe et Méditerranée. La mémoire et le présent», entretien avec Pierre Vidal-Naquet recueilli par Nathalie Galesne, in *Rive. Revue de politique et de culture méditerranéennes*, n°4, 1997, p. 5.

2. Nicola Gallerano (a cura di), *L'uso pubblico della storia*, Milan, FrancoAngeli, 1995. L'introduction de l'auteur a été traduite in *Diogene* cité dans la note 4.

3. Dans la foulée des fameux *Lieux de mémoire* dirigés par Pierre Nora et publiés entre 1984 et 1992 (voir la réédition en format de poche, Paris, Gallimard – Quarto, 1997, 3 volumes).

4. D'après le titre d'un numéro spécial de la revue *Diogene*, n°168, Paris, 1994 (avec notamment des contributions de François Bédarida, Paul Ricoeur, Eric John Hobsbawm et Nicola Gallerano).

5. Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 (1925). Et *La mémoire collective*, Paris, PUF, 1968 (1950).

la mémoire est nécessairement plurielle, en quoi elle relève aussi de différentes fonctions sociales. Parce qu'elle contribue à des constructions identitaires, et que celles-ci sont parfois insérées dans des rapports de domination ou des conflits, la mémoire n'est jamais neutre. Un tel constat rend les pratiques commémoratives particulièrement dépendantes des usages publics de l'histoire que nous avons évoqués, ce qui devrait orienter la lecture que l'on peut en faire. Enfin, l'expression de la mémoire est également complétée par la dimension de l'oubli, son nécessaire complément. L'existence de l'oubli est en effet non moins révélatrice, ses causes ne relèvent pas du hasard et ses fonctions sociales sont également à examiner⁶.

En réalité, et pour autant que cela soit possible compte tenu de leurs natures respectives si différentes, il vaudrait mieux parvenir à concilier et à faire se rejoindre l'histoire et la mémoire. Dans ce but, il serait alors nécessaire de développer la dimension critique de l'une et de l'autre, mais il serait aussi indispensable de considérer que la mémoire ne sert pas seulement à construire et à rendre possible une identité, mais qu'elle mobilise également, à travers tous les faits tragiques de l'histoire, une dimension de responsabilité et d'éthique⁷.

La mémoire divisée des crimes nazis en Italie

Pour tenter de mieux comprendre comment une mémoire se construit, et en vient parfois à se diviser⁸, il pourrait tout d'abord être utile de se pencher sur les drames les plus marquants de ce siècle, et de voir comment ils sont perçus et présentés aujourd'hui par leurs témoins survivants. Le recours à cette mémoire vive est en effet susceptible de nous révéler davantage de ce qui se joue dans la construction de la mémoire collective, et de nous faire ainsi percevoir la complexité du phénomène.

La période du cinquantenaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale a par exemple donné lieu ces dernières années à un grand nombre d'actes commémoratifs, de colloques ou de publications. C'est particulièrement le cas en Italie où une série d'ouvrages ont relancé la question de la mémoire de cette période noire, en même temps que celle de l'antifascisme⁹. Dans un pays où les

6. Voir par exemple les travaux de Nicole Loraux sur la construction, à Athènes en 403 avant Jésus-Christ, d'un consensus fondé sur l'oubli et l'amnistie, notamment *La cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris, Payot et Rivages, 1997.

7. Voir Anna Rossi-Doria, *Memoria e storia: il caso della deportazione*, Soveria Mannelli (Catanzaro), Rubbettino Editore, 1998.

8. Expression qui est utilisée à bon escient par Giovanni Contini dans un récent ouvrage: *La memoria divisa*, Milan, Rizzoli, 1997.

9. Voir *Antifascismi e Resistenze*, a cura di Franco De Felice, Rome, La Nuova Italia Scientifica, 1997 (actes d'un colloque organisé dans le cadre de la *Fondazione Istituto Gramsci*, à Rome, les 5 et 6 octobre 1995). Voir aussi l'article de S. Prezioso dans ce numéro.

historiens avaient déjà introduit le terme de « politiques de la mémoire »¹⁰ pour tenter de réfléchir aux controverses qui n'ont pas cessé de marquer le souvenir de cette époque, le rappel des massacres nazis de l'été 1944¹¹ a suscité quelques réflexions novatrices. Parmi d'autres exemples¹², nous allons brièvement évoquer ici le cas de Civitella della Chiana, une commune toscane dont les habitants ont été sauvagement massacrés le 29 juin 1944 par des nazis en déroute qui ont fait 244 victimes en un seul jour¹³.

Le fait que cet acte barbare ait été précédé quelques jours auparavant, et sur les mêmes lieux, par une action partisane contre les Allemands a en effet suggéré à la population locale l'idée, voire la conviction, qu'il s'était agi d'un acte de représailles, d'un geste qui, si atroce qu'il ait pu être, n'en finissait pas moins par être reproché aux partisans eux-mêmes. On comprend donc que le récit mémoriel de la Résistance n'ait guère rencontré de succès dans la commune toscane. Des commémorations du massacre de Civitella ont même été troublées au cours des années soixante parce que la communauté des survivants n'acceptait pas de célébrer les partisans. Les polémiques autour de ce drame ont ainsi montré que la construction de mémoire pouvait se trouver en pleine contradiction avec ce vécu des acteurs que la pratique de l'histoire orale permet de reconstituer. Elles ont surtout souligné, au-delà de tout jugement de valeur, que la perception des faits tragiques de ce 29 juin 1944 pouvait légitimement varier d'un point de vue à l'autre, d'une échelle à l'autre. D'où ce contraste entre le sentiment d'avoir été mêlé, sans l'avoir voulu, à un combat ressenti comme extérieur à son environnement quotidien¹⁴ et la conviction que les actions partisans aient pu contribuer,

10. *Politiche della memoria*, Rome, Manifestolibri, 1993 (avec des contributions de Gianpaolo Calchi Novati, Luciano Canfora, Enzo Collotti, Marcello Flores, Nicola Gallerano et Luisa Passerini). La même formule a aussi été utilisée au singulier dans une réflexion autobiographique de l'historien Raul Hilberg, *La politique de la mémoire*, Paris, Gallimard-Arcades, 1996 (1994 pour la version originale).

11. L'histoire de ces massacres a été récemment synthétisée par Lutz Klinkhammer, *Stragi naziste in Italia. La guerra contro i civili (1943-1944)*, Rome, Donzelli, 1997. Dans une autre étude, Michele Battini et Paolo Pezzino ont montré combien ces crimes avaient relevé de décisions délibérées des forces d'occupation: *Guerra ai civili. Occupazione tedesca e politica del massacro. Toscana 1944*, Venise, Marsilio, 1997.

12. Dont notamment Paolo Pezzino, *Anatomia di un massacro. Controverta sopra una strage tedesca*, Bologne, Il Mulino, 1997 (à propos du massacre de Guardistallo, dans la province de Pise). D'autres exemples sont encore évoqués dans Michele Battini et Paolo Pezzino, *op.cit.*

13. A ce propos, on se référera surtout à Leonardo Paggi (a cura di), *Storia e memoria di un massacro ordinario*, Rome, Manifestolibri, 1996 (ouvrage accompagné d'un document vidéo); à Giovanni Contini, *op.cit.*; ainsi qu'à la remarquable introduction du même Leonardo Paggi, «La violenza, le comunità, la memoria», in Leonardo Paggi (a cura di), *La memoria del nazismo nell'Europa di oggi*, Florence, La Nuova Italia, 1997, pp. IX-XXXVII.

14. Relevant d'une volonté illusoire de ne pas se trouver mêlé aux combats qui correspondrait à cette « zone grise » (une partie de la population qui ne se considérait ni collaboratrice,

malgré tout et globalement, à la défaite de l'occupant et de la barbarie. La mémoire divisée n'est donc pas seulement affaire d'idéologies, elle peut être le résultat de légitimités contradictoires qui s'affrontent.

A cette dimension de pluralité des échelles s'ajoute aujourd'hui la question du temps. Alors que le drame de Civitella reste pour le moment inséré dans le cadre d'une mémoire biographique¹⁵ fortement conditionnée par des souvenirs directs et des témoignages, sa perception semble désormais remise en cause avec la fin de la Guerre froide et de ses représentations dominantes. Plus généralement, les faits tragiques de cette époque sont encore soumis à une mémoire vive qui suscite les polémiques. On prend alors conscience qu'ils ne sont pas pleinement inscrits dans une culture et une identité communes faisant l'objet d'un large consensus. Et l'on peut remarquer que dans ce contexte, la commémoration italienne de la Libération chaque 25 avril a été fortement réinvestie par les héritiers de l'antifascisme.

Dans cette perspective, un auteur comme Leonardo Paggi interprète la crise actuelle de légitimité de l'antifascisme non seulement en rapport avec sa dimension idéologique (dans le contexte de la fin de la Guerre froide), mais aussi en relation directe avec l'actuelle remise en question des politiques économiques et sociales de relance et d'intégration apparues au lendemain de la guerre¹⁶. Il définit donc l'antifascisme comme le socle sur lequel s'est érigée une citoyenneté basée de manière durable sur une consommation de masse. Dans cette perspective, les débats sur la Deuxième Guerre mondiale et ses suites nous apparaissent dans toute leur terrible actualité au moment où une forme toute puissante de néo-libéralisme semble devoir triompher à l'échelle du monde. Une crise économique profonde et durable, mais aussi un contexte idéologique marqué par la chute des régimes communistes staliniens ont en effet remis en cause la dimension universelle de cette citoyenneté basée sur la consommation de masse, et le pacte social minimal qu'elle avait impliqué dans les premières décennies de l'après-guerre.

Au fil de son raisonnement, Leonardo Paggi souhaite aussi que la mémoire reste « *divisée dans une certaine mesure afin que la discussion et la recherche*

ni partisane) qui attire aujourd'hui l'attention des historiens et parfois des médias. Voir la mise au point de Claudio Pavone, «Caratteri ed eredità della «zona grigia»», in *Passato e presente*, n°43, 1998, pp. 5-12.

15. Nous nous référons ici, et nous y reviendrons, aux travaux et concepts de Jan Assmann: *La memoria culturale. Scrittura, ricordo e identità politica nelle grandi civiltà antiche*, Turin, Einaudi, 1997.

16. A ce propos, c'est souvent le terme «d'Etat-providence» qui est utilisé. A nos yeux, il vaut mieux parler de «politique sociale», la notion de «providence» suggérant spontanément l'idée d'une prétention artificielle et un peu abusive alors qu'il s'agit simplement de désigner des droits fondamentaux.

sur l'origine de ces événements reste ouverte», mais qu'elle cesse «*par contre d'être un facteur de déchirement dans les rapports personnels*»¹⁷.

Sa tentative de synthèse entre la prise en compte des sentiments intimes des survivants et l'analyse lucide et critique des historiens est en fait rendue possible et enrichie par sa double identité de survivant du massacre de Civitella et d'historien universitaire¹⁸. Et si cet auteur évoque avec une certaine lucidité les «*effets thérapeutiques*»¹⁹ de ses réflexions sur cette mémoire plurielle telle qu'elle résulte de l'inévitable tension entre la population de Civitella et la communauté scientifique, il nous faut souligner ici combien son apport est original et utile à la compréhension critique d'une telle page noire de l'histoire contemporaine.

Les contrastes de la mémoire helvétique

La Suisse est à première vue traversée par des enjeux de mémoire beaucoup moins dramatiques. Ce n'est pourtant là qu'une apparence dans la mesure où il ne faudrait pas oublier que le refoulement de réfugiés juifs à la frontière de ce pays a lui aussi débouché sur des morts violentes et tragiques, survenues en dehors de son territoire, mais qui auraient pu être évitées²⁰. Depuis quelques mois, d'impressionnants retours de mémoire s'imposent enfin à la collectivité helvétique et portent justement sur cette période du dernier conflit mondial. Les autorités suisses auraient sans doute préféré que la population s'intéresse davantage à la commémoration planifiée de l'Etat fédéral et renoue par là les liens confédéraux avec de fort complaisantes considérations sur le passé. Elles ont pourtant été rattrapées par l'actualité un peu comme cela avait déjà été le cas avec l'affaire des fiches de la police fédérale qui avait précédé la célébration du prétendu 700^e anniversaire du pays.

La Suisse, à l'instar d'autres pays, semble en proie à une sorte de fièvre commémorative²¹. On peut d'ailleurs se demander dans quelle mesure cela relève aussi dans ce cas d'une réaction à la perte de la mémoire qui était entretenue plus ou moins spontanément par des liens sociaux traditionnels qui ten-

17. Giovanni Contini, *op.cit.*, p. 257.

18. Leonardo Paggi est, en effet, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Modène. Et il a assisté tout jeune au massacre de Civitella, son village d'origine, au cours duquel il a perdu son propre père.

19. Leonardo Paggi (a cura di), 1996, p. 12.

20. Nous pouvons citer ici le cas révélateur de Joseph Sprung – devenu Spring – seul survivant d'un petit groupe de réfugiés dénoncé et renvoyé dans les griffes des bourreaux nazis d'une manière particulièrement honteuse. Voir notamment dans la *Wochenzeitung* un article de Stefan Keller (12 mars 1998) et une interview de Joseph Spring (9 avril 1998).

21. Qui s'exprime surtout à la télévision ou dans les musées, par des expositions ou des colloques. Voir Pierre Nora, 1997, p. 4693.

dent désormais à disparaître. En outre, comme l'a écrit Pierre Nora à propos de l'histoire nationale française, « *le passé n'est plus la garantie de l'avenir : là est la raison principale de la promotion de la mémoire comme agent dynamique et seule promesse de continuité* »²². Ces propos ne sont évidemment pas sans signification pour la nation helvétique.

Cette commémoration de 1998 n'a certes pas le caractère profondément contestable et mythique de la précédente²³. Elle s'inscrit néanmoins dans cet engouement commémoratif et la controverse relative à l'occultation délibérée de la République helvétique²⁴, dont c'est aussi l'anniversaire, illustre encore une fois le caractère construit et volontaire de toutes ces pratiques relatives à la mémoire collective. S'agissant d'évoquer la naissance réelle de la Suisse moderne, il est aussi intéressant de voir dans quelle mesure est alors prise en considération la dimension de rupture qui est présente dans cette émergence des radicaux au pouvoir. Le souvenir de 1848, pour autant qu'il réponde aux exigences de l'histoire critique, ne saurait en effet concourir à une image lisse de l'histoire nationale. Or, nous restons tributaires d'une certaine tradition d'occultation de ces événements du milieu du XIX^e siècle, une tradition qui remonte à l'époque où ces mêmes radicaux se sont engagés dans une sorte de tournant néo-conservateur. Ils ont en effet opté, il y a une centaine d'années, pour une entente avec leurs anciens adversaires afin de renforcer l'Etat bourgeois face à la montée du mouvement ouvrier. Ajoutons que la même dynamique peut également s'observer dans le cadre d'histoires cantonales comme celle de Genève. C'est ainsi par exemple qu'au cours de l'automne 1996, les radicaux du bout du lac ont soigneusement évité de célébrer avec trop de faste les faits révolutionnaires de 1846 qui se trouvent pourtant à la base de la démocratie et de la Constitution genevoises, et qui marquent aussi l'origine de la majorité progressiste qui a pu s'établir sur le plan fédéral au moment de la crise du *Sonderbund*.

En Suisse, dans une large mesure, les retours de mémoire qui concernent l'époque de la dernière guerre ont aussi été rendus possibles par la fin de la Guerre froide. Ils nous montrent qu'à terme, il n'est pas possible de trop jouer avec les réalités de l'histoire. La Suisse de l'après-guerre était en effet devenue l'un des pays les plus prospères de la planète. Son positionnement dans le camp des opposants au communisme, très net en dépit de sa politique officielle de

22. *Ibid.*, p. 4712.

23. Voir Peter Bichsel, *La Suisse du Suisse*, Lausanne, La Cité, 1970. Ainsi que Charles Heimberg, *L'œuvre des travailleurs eux-mêmes? Valeurs et espoirs dans le mouvement ouvrier genevois au tournant du siècle (1885-1914)*, Genève, Slatkine, 1996, pp. 60-72.

24. Cette période de l'histoire suisse, sans doute parce qu'elle ne permet guère de célébrer l'indépendance du pays, a été largement occultée par l'historiographie traditionnelle. Une partie des cantons et certains milieux conservateurs se sont opposés à l'intégrer dans la commémoration de 1998.

neutralité, lui avait aussi permis de ne pas trop avoir à en rendre compte. Parallèlement, la construction de la mémoire collective relative à cette époque de son histoire avait d'abord et très vite répondu aux nécessités du sentiment identitaire et de la cohésion nationale tout en s'adaptant parfaitement à cette situation²⁵. Mais la question de la responsabilité et de l'éthique est désormais revenue au tout premier plan.

Il est vrai que ces mises à jour ne portent guère que sur la mémoire vive, et qu'il existe par ailleurs des pratiques commémoratives qui survivent sans relation avec les contenus réels de ce qu'elles rappellent. Les Genevois savent-ils par exemple que le jour férié qui leur est octroyé le 31 décembre correspond à la célébration de la Restauration, c'est-à-dire du retour en force d'un régime aristocratique et rétrograde, et finalement de la négation même d'aspects fondamentaux de la démocratie ? Ici encore, les radicaux genevois se sont montrés dans un premier temps très critiques à l'égard de cette cérémonie douteuse. Puis ils se sont progressivement ralliés à ce repère du 31 décembre au fur et à mesure de leur évolution conservatrice²⁶. Cela dit, cet exemple est particulièrement significatif de la légèreté avec laquelle la classe dirigeante de ce pays joue avec la mémoire et ses symboles. Et ce constat, qui peut être confirmé par d'autres cas²⁷, devrait vraiment nous faire réfléchir.

La comparaison entre les mémoires controversées de la période de la dernière guerre et la relative réserve dont les commémorations annoncées sur le plan national semblent faire l'objet est sans doute riche d'enseignement. Elle nous ramène à la distinction proposée par Jan Assmann, dans son étude sur les constructions de mémoire, entre une mémoire biographique ou communicative basée en partie sur des témoins, et une mémoire culturelle portant sur des faits plus anciens²⁸. La première serait largement l'affaire du plus grand nombre alors que la seconde aurait ses spécialistes. Or, d'après cet auteur, les événements éloignés de nous par un siècle et demi sont justement situés dans une zone de flou et de reconstruction mémorielle, une période d'effacement qui constitue le passage d'une mémoire à l'autre. Il n'est dès lors pas vraiment étonnant que, dans le cas de la commémoration de l'Etat fédéral, il soit apparemment plus difficile de mobiliser la population alors même que l'on discute largement de tout ce qui concerne la période de la Seconde Guerre mondiale.

25. Voir Luc Van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale. 1945-1948. Emergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie, 1997.

26. Charles Heimberg, 1996, pp. 71-72.

27. Comme par exemple l'illustration du nouveau billet de mille francs qui, bien qu'il soit introduit dans le contexte d'une célébration des faits de 1848, est illustré par un portrait de l'historien bâlois Jakob Burckhardt, un adversaire résolu de la modernité et de l'Etat fédéral. Voir *Le Temps*, 27 mars 1998, p. 19.

28. Jan Assmann, *op.cit.*

De crises successives en malaise persistant, l'idée de célébrer la Suisse ne va pas forcément de soi pour tout le monde. Un bilan critique et sérieux de ces 150 années d'Etat fédéral y mettrait sans doute en évidence la prégnance d'un esprit conservateur, la permanence d'une résistance opiniâtre à la construction d'un Etat social²⁹. Il montrerait l'immense difficulté du mouvement ouvrier à s'inscrire véritablement dans la nation helvétique et sa démocratie si ce n'est au prix d'une intégration tendant à gommer l'essentiel de sa différence et de son identité initiales³⁰. Cela dit, dans une telle perspective critique qui considérerait d'un œil nouveau la cohabitation des cultures et des sensibilités qui caractérise la nation helvétique, la commémoration pourrait sans doute déboucher sur une réflexion utile pour le présent.

La vie politique suisse d'aujourd'hui reste en effet fortement marquée par la manière, sans doute intelligente et tout à fait louable, dont les vainqueurs du *Sonderbund* n'ont pas écrasé leurs adversaires, les perdants de 1847-1848. En octroyant des droits constitutionnels exceptionnels aux petits cantons conservateurs – la création du Conseil des Etats et le principe de la double majorité de la Chambre du peuple et de celle des cantons – les radicaux de l'époque avaient certes déjà choisi la voie d'une certaine modération. Au-delà de leur prise en compte des minorités nationales, ils ont pourtant négligé un aspect crucial de toute fondation constitutionnelle, celui de savoir comment le système mis en place allait pouvoir évoluer et se transformer à terme.

La Suisse est désormais confrontée à la nécessité de s'insérer davantage dans la réalité européenne et de s'ouvrir vraiment sur le monde. Sa politique sociale si limitée révèle ses carences au moment où, dans le cadre d'une forte domination de l'idéologie néo-libérale, les fruits de sa prospérité économique sont de plus en plus confisqués à une partie de la population. Mais la démocratie suisse est paralysée par les pouvoirs de blocage exorbitants qui ont été notamment octroyés au Conseil des Etats, un organisme profondément conservateur dont la représentativité réelle est contestable. Cette paralysie laisse la part belle au pouvoir des milieux économiques, et nous n'avons sans doute pas fini de mesurer l'impasse politique dans laquelle la Confédération se trouve ainsi plongée. Peut-être est-ce alors à cette impasse qu'il nous faudrait réfléchir en priorité dans le cadre de toute commémoration de la fondation de l'Etat fédéral. Et peut-être cette démarche critique pourrait-elle aussi aider les uns et les autres à mieux tirer toutes les conséquences, pour le présent comme pour

29. Voir à ce propos le colloque organisé le 13 novembre 1998 par l'Université ouvrière de Genève sur le thème « 1848-1998: 150 ans de résistance à l'Etat social, et demain ? ».

30. Voir Charles Heimberg, « Entre internationalisme et communauté nationale: le mouvement ouvrier et la politique suisse à son égard », in *Les relations internationales et la Suisse*, sous la direction de Jean-Claude Favez, Hans Ulrich Jost et Francis Python, Lausanne, Editions Antipodes, 1998, pp. 265-282.

l'avenir, de récents retours de mémoire à propos de l'attitude de la Suisse – de sa classe dirigeante, de sa place financière et dans une certaine mesure aussi d'une bonne partie de sa population – au moment de la Seconde Guerre mondiale.

Construire la mémoire, reconstruire l'histoire du mouvement ouvrier

Dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier, il est sans doute particulièrement important de distinguer les deux phases de construction et de reconstruction qui relèvent respectivement de la mémoire et de l'histoire. Du point de vue du monde ouvrier et de ses organisations, et dans des rapports de domination sociale et idéologique, on ne saurait en effet négliger l'utilité de construire et d'affirmer une identité spécifique qui soit en même temps une manière de se donner les moyens d'une véritable pensée critique. Or, il ne saurait y avoir d'identité sans mémoire d'une origine et d'un passé communs. On peut donc considérer qu'une certaine forme d'histoire militante, créatrice de mémoire et d'identité – pour autant qu'on la prenne en compte comme telle – demeure utile et bienvenue même si elle ne permet pas à elle seule une véritable compréhension de la construction et de l'évolution du mouvement ouvrier.

Dans un premier temps, il va de soi qu'il est tout à fait nécessaire de faire sortir de l'ombre des événements occultés par l'idéologie dominante. Sinon, sans le travail opiniâtre de cette forme d'histoire affirmative, où en serait aujourd'hui la mémoire collective des treize victimes genevoises de la fusillade du 9 novembre 1932 ? Comment se rappellerait-on l'engagement des volontaires suisses auprès du camp républicain dans la Guerre d'Espagne ? Et quelle serait notre connaissance de l'histoire des femmes ? Parfois, l'événement est suffisamment central pour que les historiens traditionnels n'aient pas pu l'ignorer. Mais, comme pour la grève générale de 1918, c'est alors l'interprétation des plus discutables qu'ils en proposent qui doit être réexaminée³¹.

Cette quête identitaire et cette volonté de ne pas laisser oublier son propre passé ne sauraient cependant suffire pour développer une histoire critique. Tout d'abord, la dimension de la responsabilité et de l'éthique concerne elle aussi le mouvement ouvrier quand on sait ce qui est advenu des régimes staliniens, mais aussi en général par rapport au thème de la violence dite révolutionnaire. L'historiographie du mouvement ouvrier, de son côté, est encore trop marquée par des récits militants et souvent justificateurs – qui sont certes indispensables dans

31. L'historiographie bourgeoise, à l'instar des acteurs les plus conservateurs de l'époque, a toujours prétendu en faire un épisode des menées communistes étrangères en Suisse. Quant à l'historiographie critique, à partir notamment des réflexions de Marc Vuilleumier et Hans Ulrich Jost, elle a surtout montré en quoi ce moment d'affirmation ouvrière a débouché en réalité sur un tournant néo-conservateur dans le pays. Voir la postface d'Hans Ulrich Jost à la réédition du livre de Willi Gautschi, *Der Landesstreik 1918*, Zurich, Chronos, 1988.

la mesure où ils représentent le seul et unique moyen de rappeler des itinéraires originaux³². Elle ne peut donc pas se contenter de combler ces lacunes et ces oublis, mettant ainsi en question les simplifications de l'historiographie dominante. Elle doit en même temps se libérer d'une tendance à la complaisance, voire à l'hagiographie, dans ses études de cas³³. En outre, les nombreuses manipulations staliniennes de l'histoire l'ont sans doute suffisamment déformée pour nous convaincre de la nécessité de développer dans ce domaine une véritable histoire critique basée sur les contrastes de la lutte politique et susceptible de nous aider à mieux comprendre les difficultés actuelles du mouvement social. De solides reconstructions historiques sont par conséquent nécessaires. Elles devraient tenter de synthétiser la pluralité des points de vue existants et d'affranchir ainsi l'analyse des chercheurs de la domination abusive de considérations politiques inscrites dans le présent. En effet, la compréhension du passé est toujours susceptible de dégager du sens pour le présent, mais ce sens ne peut être mis en évidence qu'à partir d'une vraie démarche historique, d'une véritable tentative de compréhension d'une époque et de son univers mental.

La pluralité des points de vue sur le mouvement ouvrier, et en son sein même, bien qu'elle ait toujours été un facteur de divisions et de replis, représente en même temps un réel atout pour la reconstruction de son histoire. Elle peut être un moyen de ne pas l'enfermer dans une mémoire unique, figée et partielle, mais de faire aussi l'effort d'affronter les contradictions qu'elle révèle. Elle représente également une incitation au sens critique, c'est-à-dire à poser des questions pouvant mettre en évidence les difficultés ou les impasses qui peuvent être rencontrées. A ce propos, on pourrait s'interroger par exemple sur les conséquences d'une trop forte intégration dans la société bourgeoise ou, tout au contraire, sur les réalités d'une marginalisation qui enlèverait toute efficacité à la lutte sociale. Autour de ces questions, et de quelques autres, la reconstruction de l'histoire du mouvement ouvrier peut être aussi plurielle qu'il est nécessaire et véritablement porteuse de sens.

32. Pour ne prendre que l'exemple d'un courant particulier de l'histoire ouvrière, on peut citer des études sur le mouvement anarchiste comme la récente biographie de Gianpiero Bottinelli sur *Luigi Bertoni. La coerenza di un anarchico*, Lugano, Edizioni La Baronata, 1997. Ou un travail sur les milices anarchistes de la Guerre d'Espagne qui date d'un quart de siècle mais a été récemment publié : Nestor Romero, *Los Incontrolados. Chronique de la Colonne de fer. Espagne 1936-1937*, La Bussière, Acratie, 1997.

33. Comme dans l'ouvrage de Luc Weibel, *Charles Rosselet (1893-1946). Un homme de raison au « temps des passions »*, Genève, Collège du Travail, 1997. De son côté, la biographie consacrée par sa fille au magistrat et professeur socialiste André Oltramare est un récit qui apporte de très utiles informations en retraçant un itinéraire largement négligé par les historiens. Mais cette étude mériterait d'être replacée elle aussi d'une manière critique dans une analyse plus globale du socialisme genevois de cette époque. Voir Ariane Schmitt, *André Oltramare. Un précurseur oublié*, Genève, Suzanne Hurter, 1994.

Les commémorations du mouvement ouvrier

Il serait également utile d'introduire ici la question de la durée et des deux dimensions mémorielles, biographique et culturelle, chères à Jan Assmann. En effet, le contraste est aujourd'hui assez marqué dans le domaine de l'histoire du mouvement ouvrier entre l'ardeur des polémiques relatives aux années trente³⁴ ou au XX^e siècle³⁵, et l'oubli relatif de tout ce qui touche au XIX^e siècle, une période pourtant essentielle pour cette problématique. On peut d'ailleurs relever à ce propos que les pratiques commémoratives des organisations ouvrières sont elles-mêmes marquées par cette double construction de mémoire dans la mesure où, contrairement à ce qui se passait au début du siècle, on ne commémore plus la Commune de Paris. Or, quelle est sa place aujourd'hui dans la mémoire collective ? Et qui se souvient encore de l'importance fondamentale qui a été la sienne, en tant que référence symbolique, pour le monde ouvrier d'avant-guerre à une échelle internationale ? Certes, la journée du Premier Mai a pris le dessus en matière de commémoration ouvrière. Elle a été d'emblée et demeure une vaste célébration internationale des travailleurs, guère mise en relation avec la tuerie de Chicago de mai 1886, mais susceptible d'affirmer efficacement la dimension universelle du mouvement social. Centrée à l'origine sur la revendication des huit heures de travail et sur la solidarité internationale, elle a cependant perdu une partie de sa dynamique politique sous l'effet de l'intégration et de la routine. Cela dit, détournée par Pétain en soi-disant « fête du travail », quelque peu banalisée par son institutionnalisation en jour férié, elle n'en a pas moins perduré un peu partout et reste un rendez-vous rituel du mouvement social. Et cela donne d'autant plus de signification au relatif effacement de la Commune et à sa disparition en tant que référence historique affirmée et commémorée³⁶.

Derrière ces pratiques commémoratives et ces choix de références se profile un enjeu qui n'est pas sans importance pour le mouvement ouvrier, celui de l'affirmation d'une identité qui lui soit propre et lui permette de se dégager de l'idéologie dominante prévalant dans la société, mais aussi dans les milieux dont il est largement issu³⁷. Rappelons-nous que le contexte de l'émergence des

34. On retrouvera par exemple dans le présent numéro des *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* une nouvelle illustration des polémiques suscitées par la personnalité de Léon Nicole (voir « Lettre de lecteur »).

35. Nous évoquerons plus loin la question de la mémoire du communisme et des opérations éditoriales auxquelles elle peut donner lieu.

36. Voir l'introduction de *Fourmies et les Premier Mai*, sous la direction de Madeleine Rebérioux, Paris, Editions de l'Atelier, 1994, pp. 7-20. A propos des commémorations du Premier Mai et de la Commune au tournant du siècle à Genève, voir aussi Charles Heimberg, 1996, pp. 196-216.

37. En Suisse, à travers notamment la Société du Grutli, mais aussi parce que des représentants du monde ouvrier ont été admis et parfois élus sur des listes électorales avant l'exis-

organisations ouvrières est également celui de la montée des nationalismes et de l'affirmation des Etats-nation par l'intermédiaire de choix commémoratifs et de traditions inventées³⁸ qui constituaient chacune « *une création récente liée aux enjeux d'un passé proche et aux stratégies de tel ou tel groupe social* »³⁹. Dès lors, la question se pose de savoir quelles traditions propres au mouvement ouvrier ont éventuellement été inventées au cours de son histoire pour favoriser son affirmation⁴⁰, et s'il s'agit de pratiques véritablement originales ou de simples reproductions des habitudes dominantes en la matière. Les cas déjà évoqués de la Commune de Paris et du Premier Mai sont bien évidemment à prendre en considération. Au même titre que quelques autres cérémonies à caractère plus local ou plus particulier, comme ces ouvriers genevois qui commémoraient la mort du fondateur de la social-démocratie allemande Ferdinand Lassalle⁴¹. Certes, l'émergence de cette petite célébration estivale n'aurait pas été possible sans la présence à Genève d'ouvriers allemands organisés qui en ont pris les premiers l'initiative au tournant du siècle. Mais elle n'en est pas moins significative d'une volonté d'affirmation du monde ouvrier de cette époque. Par ailleurs, au-delà de sa dimension commémorative internationaliste, cette fête socialiste était aussi représentative de la sociabilité développée par le mouvement ouvrier.

Des études d'histoire comparée ont montré de leur côté que cette question s'était posée dans tous les pays même si elle y avait abouti à des résultats assez différents, et qu'elle pouvait se prolonger dans les domaines de la culture et de l'encadrement politique⁴². Dans la plupart des cas, le poids de l'idéologie dominante paraît important et il s'agit souvent de s'approprier des pratiques de sociabilité existantes en les reproduisant au seul niveau du monde des travailleurs. Reste alors à savoir dans quelle mesure ces différentes initiatives et pratiques

tence propre d'un courant socialiste, le mouvement ouvrier s'est d'abord construit en grande partie au sein des milieux radicaux.

38. *The Invention of Tradition*, sous la direction de Eric John Hobsbawm et Terence Ranger, Cambridge, Cambridge University Press, 1983. L'introduction à cet ouvrage est disponible en français : Eric John Hobsbawm, « Inventer des traditions », in *Enquête*, n°2, pp. 171-189. Il y distingue notamment les traditions pouvant naître dans le cadre de la modernité et les coutumes des sociétés traditionnelles.

39. *Ibid.*, p. 172 (extrait de la présentation d'André Mary, Karim Fghoul et Jean Boutier).

40. Sur ce thème de la tradition en relation avec l'histoire et la mémoire, voir l'utile mise au point de Bertrand Müller : « Le passé au présent. Tradition, mémoire et histoire dans les sciences sociales », in *Les Annuelles*, n°8, 1997, pp. 173-190.

41. Voir à ce propos Charles Heimberg, 1996, pp. 216-219.

42. Fabrice d'Almeida et Frédéric Attal, « Culture populaire, culture de masse et encadrement partisan », in *Histoire sociale de l'Europe. Industrialisation et société en Europe occidentale. 1880-1970*, textes réunis par François Guedj et Stéphane Sirot, Paris, Seli Arslan, 1997, pp. 377-400.

collectives du mouvement ouvrier lui ont vraiment permis d'exister en tant que tel. Ou si au contraire elles n'ont pas fini par contribuer à sa dépolitisation et à son éloignement de toute affirmation identitaire spécifique. L'histoire du Premier Mai semble plutôt aller dans le sens de l'hypothèse de cet éloignement, mais la réalité globale du mouvement social est sans doute plus contrastée. On peut en effet constater aujourd'hui qu'émergent encore régulièrement des formes de mobilisation sur des thèmes traditionnels ou nouveaux. Mais l'effacement du monde ouvrier lui-même oblige à réinventer ce que pourrait être une culture de résistance à l'ordre néo-libéral⁴³. La question reste donc ouverte même si le contexte idéologique de ce temps ne paraît guère favorable et concerne aussi le champ de la mémoire.

Quand l'histoire des vainqueurs occulte la pensée critique

Dans le domaine des constructions de mémoires relatives à une époque récente, l'histoire du mouvement ouvrier est aujourd'hui confrontée à l'émergence d'une pensée dominante concernant le communisme qui est véritablement inscrite dans la logique d'une histoire des vainqueurs. Un récent ouvrage collectif, préfacé et conclu par Stéphane Courtois, que l'on retrouve en tête des meilleures ventes et qui a fait l'objet des plus élogieux commentaires médiatiques, a été présenté au public avec l'affirmation que le communisme aurait fait 85 millions de morts⁴⁴. Cette comptabilité macabre n'est guère rigoureuse dans le sens où elle amalgame sur presque un siècle toutes sortes de drames et de situations géopolitiques. Et l'interprétation systématique et globalisante qui la sous-tend est des plus discutables. Mais tout cela ne préoccupe guère son auteur. L'écho de cette opération éditoriale était en effet garanti et a permis de faire condamner globalement une organisation sociale qui a fait faillite, au nom d'un libéralisme économique triomphant dont il n'est de toute façon pas l'heure de faire le bilan. Quant à ceux qui voudraient contester non pas les crimes de Staline, ni l'absurdité des régimes qui ont sévi à l'est de l'Europe, mais cette manière de réécrire l'histoire, ils ont toutes les chances d'être accusés eux-mêmes de stalinisme. Au-delà d'incontestables éléments d'information et de synthèse apportés par certains auteurs de cet ouvrage, sa démarche générale se révèle donc peu satisfaisante pour les historiens. A l'instar de l'étude de François Furet sur le même thème⁴⁵,

43. Pierre Bourdieu, «L'essence du néo-libéralisme», in *Le Monde Diplomatique*, mars 1998, p. 3.

44. Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Packowski et Jean-Louis Margolin, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

45. François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Robert Laffont et Calmann-Lévy, 1995.

elle ne permet guère de comprendre ce qu'a pu être la force séculaire de l'idéal et des espoirs suscités par l'utopie communiste. Cette relecture du XX^e siècle, fortement marquée par le contexte idéologique de son aboutissement, n'est ainsi guère en mesure de nous fournir les clés d'une véritable interprétation historique de cette période. Tout au plus vient-elle renforcer quelques certitudes apparentes d'une époque – certitudes qui ne sont elles-mêmes pas forcément lucides quant à ladite époque et quant à notre avenir.

Cette pensée dominante n'est heureusement pas la seule possible. Ainsi par exemple, dans une étude fort suggestive sur le « court vingtième siècle », Eric John Hobsbawm a pu relever combien les régimes communistes avaient été utiles au camp adverse, au service notamment de sa propre affirmation idéologique⁴⁶, ce qui a le mérite de nous rappeler qu'il ne saurait y avoir d'histoire sérieuse du communisme sans une réelle prise en compte de celle de l'anti-communisme. Un autre essai plus récent de Marcello Flores souligne de son côté ce qu'a été la dimension proprement religieuse du mouvement communiste et de l'attitude collective de ses adhérents au cours d'une période de l'histoire des hommes marquée par une sécularisation de la société qui était sans doute encore mal assimilée⁴⁷. Il nous rappelle aussi quelques fautes du camp démocratique, notamment d'avoir cédé au fascisme ou d'avoir pris la responsabilité de terribles massacres dans les colonies. Et cela lui permet encore de souligner avec pertinence que ce communisme-là n'était pas nécessairement inscrit dès le départ dans le marxisme, pas plus en tout cas que l'Eglise catholique ne l'était dans les Evangiles⁴⁸. « *Le communisme, au cours de son histoire, a été révolution et entrave à la révolution, il a été au pouvoir et à l'opposition, il a été jugé positivement et négativement, et il a été vécu comme espérance et comme tragédie* »⁴⁹. Tous ces aspects pourraient venir nourrir une approche beaucoup plus riche du phénomène communiste et de son histoire. Ils pourraient nous aider à comprendre le succès encore persistant de cette idée et de sa dimension utopique, ainsi que la fascination qu'elle a su exercer tout au long du siècle. Mais les lecteurs francophones n'y auront probablement jamais accès puisque de telles réflexions, apparemment, ne correspondent pas à ce qu'est la « *conjoncture intellectuelle de ce temps* »⁵⁰.

46. Eric John Hobsbawm, *Age of Extremes – The Short Twentieth Century 1914-1991*, Londres, Pantheon Books, 1994.

47. Marcello Flores, *In terra non c'è il paradiso. Il racconto del comunismo*, Milan, Baldini & Castoldi, 1998.

48. *Ibid.*, respectivement p. 305 et p. 303.

49. *Ibid.*, p. 10 (trad.).

50. D'après les termes utilisés par Pierre Nora pour tenter de justifier l'absence de traduction en français du dernier livre d'Eric John Hobsbawm; voir « Traduire: nécessité et difficultés », in *Le Débat*, n°93, 1997, p. 94.

Conclusion sur l'actualité de l'antifascisme

Nous avons évoqué l'importance pour le mouvement ouvrier de ces deux phases de construction et reconstruction de son inscription dans le passé qui relèvent respectivement de la mémoire et de l'histoire. Elles correspondent d'une part à la nécessité d'une existence, d'une reconnaissance. Et d'autre part à une volonté de contextualiser et de comprendre les faits majeurs de ce passé et du présent auquel il a mené. Ces deux phases sont soumises à des rapports de domination culturelle et peuvent aussi dépendre de choix idéologiques, comme nous venons de le voir avec l'exemple du *Livre noir du communisme*. Elles ont bien sûr joué un rôle, et continuent de le jouer, dans la formation d'une identité propre au mouvement ouvrier, et par rapport à une notion éthique de responsabilité. Mais surtout, elles constituent des étapes indispensables de la construction d'une véritable conscience critique permettant de mieux comprendre le présent et de se projeter dans l'avenir.

En conjuguant ces deux dimensions de l'identité et de la responsabilité, et en réfléchissant à ce que devrait être l'utilité de la mémoire des acteurs du mouvement social pour le présent, il faudrait aussi s'interroger sur la nécessité et sur l'actualité de l'antifascisme. En effet, face aux retours de mémoire relatifs à l'époque de la Seconde Guerre mondiale – époque où la Suisse était entourée de régimes fascistes – et compte tenu de certains faits d'actualité plutôt inquiétants, il semblerait vraiment utile de redonner toute leur vigueur aux principes fondamentaux de l'antifascisme. La responsabilité de cette mobilisation devrait en outre revenir à l'ensemble des organisations progressistes et démocratiques. Dans un pays voisin, l'Italie, dont le régime actuel s'est justement fondé sur des principes antifascistes, la réflexion des historiens à ce sujet – qui est fortement contrastée – s'est beaucoup développée ces dernières années. Elle a notamment permis de désigner un paradigme antifasciste qui devrait être compris dans un sens profondément démocratique, et d'en revendiquer l'actualité contre les oublis délibérés de l'idéologie dominante et l'attrait médiatique d'un certain révisionnisme. Il s'agirait donc de mettre en avant et de se référer à un paradigme démocratique qui serait potentialisé par la mémoire des défaites passées de la démocratie, dans lequel la démocratie serait plus vécue et pratiquée comme un engagement que comme une délégation, et qui serait aussi attentif à valoriser la notion de conflit et de pluralisme dans le corps social⁵¹. Dans cette perspective, en Suisse comme ailleurs, la mémoire du mouvement ouvrier – outre le fait qu'elle ne devrait pas occulter les erreurs du passé et les tragédies du stalinisme – pourrait donc constituer l'un des moteurs d'une mobilisation

51. Voir en particulier Giovanni De Luna et Marco Revelli, *Fascismo, antifascismo. Le idee, le identità*, Florence, La Nuova Italia, 1995, spécialement les pp. 14-34 rédigées par Marco Revelli.

démocratique. Une mobilisation qui sache défendre en particulier la modernité, l'égalité, la solidarité, le pluralisme ou encore la dignité humaine face à toutes les nouvelles formes de la simplification démagogique et de la barbarie, mais aussi face aux complaisances annoncées et prévisibles de la classe dirigeante dans ce domaine.